

La mémoire du Travail

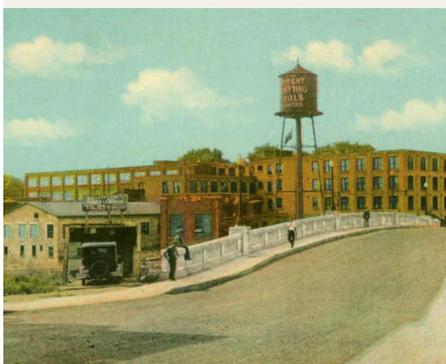
Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)
Volume 8, no 2 | Automne 2022

SOMMAIRE

Tricofil : de l'occupation à l'autogestion	1
Fonds SEPB	1
Fonds Guilde des musiciens	2
BHP : un dossier sur la CSN	2
Désindustrialisation	3
Mémoire ouvrière dans le monde	4

Tricofil

De l'occupation à l'autogestion



Regent Knitting Mills à Saint-Jérôme

Il y a cinquante ans, les ouvriers et ouvrières de la Regent Knitting Mills à Saint-Jérôme occupaient l'usine. Ils s'opposaient ainsi au transfert d'une partie importante de la production vers les installations montréalaises de la compagnie. Ce geste radical allait donner lieu à un cheminement collectif qui déboucha sur une expérience syndicale unique au Québec: la mise sur pied de Tricofil, une entreprise possédée et gérée par ses artisans.

C'est pour rappeler ces événements importants et réfléchir sur leurs retombées que s'est tenu à Saint-Jérôme le 25 novembre un colloque intitulé «De l'occupation à l'autogestion, récits et héritage de Tricofil». Pour une meilleure connaissance de cette expérience unique, on peut visionner «Tissu d'espoir» sur Ferrisson.com (Saison 4).

SYNDICAT DES EMPLOYÉES ET EMPLOYÉS PROFESSIONNELS-LES ET DE BUREAU (SEPB)

Une présence unique dans le secteur financier

Le Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT) s'est vu confier le mandat de pérenniser la mémoire d'une expérience unique dans l'histoire du syndicalisme. Fondée en 1967, donc il y a plus d'un demi-siècle, la section locale 434 de l'Union internationale des employés professionnels et de bureau (aujourd'hui SEPB-Québec), regroupait les salariés de la Banque Laurentienne. Son histoire est jalonnée d'une suite de relations tumultueuses avec l'employeur, qui a cherché par tous les moyens à éliminer le syndicat.

Ce dernier s'est dissous en avril 2021 après un vote en faveur de la désyndicalisation. Ayant compté plus de 2000 membres à certaines époques, le syndicat en représentait quelque 600 à sa dissolution. Cette section locale était le seul syndicat à représenter des employés d'une banque canadienne. C'est donc une page d'histoire qui a été tournée récemment.

Un traitement rigoureux

En conformité avec les règles prescrites, nous avons ainsi procédé au traitement des archives définitives du syndicat un an après sa dissolution. Nous avons ensuite dressé l'inventaire des documents contenus dans le fonds. Le fonds d'archives porte sur l'ensemble des activités du syndicat depuis sa fondation. Il contient les procès-verbaux du comité exécutif qui témoignent de l'administration interne. On y trouvera de

nombreux documents liés aux rondes de négociations pour le renouvellement de la convention collective. Ceux-ci rendent compte de l'évolution des relations avec l'employeur. On y trouvera également de nombreux numéros du périodique syndical *Le Lien*, qui relate les événements qui ont marqué l'histoire du syndicat. D'autres documents portent sur des dossiers plus précis, dont les congrès. À la demande du SEPB-Québec, les dossiers relatifs au régime de retraite ont été conservés.

Le Fonds SEPB 434 porte le numéro P50 et couvre la période de 1967 à 2021. Il contient 47 boîtes de documents textuels et environ 100 photographies.

Le fonds est disponible à la consultation dans les locaux du SEPB-Québec situé au 565, boulevard Crémazie Est à Montréal. Les chercheurs intéressés devront communiquer avec le syndicat avant de se rendre sur place.

nouveau fonds d'archives



Un client appuyant la lutte du SEPB à la Banque Laurentienne en 2019 contre les coupures de postes. Ici, c'est une succursale de Rivière-des-Prairies.

Un syndicat international fondé en 1897

Le CHAT a complété le traitement des archives de la Guilde des musiciens et musiciennes du Québec. Le fonds avec la cote P48 couvre la période de 1905 à 2019. Il est constitué de huit mètres de documents textuels et d'environ une centaine de photographies.

L'inventaire porte sur l'ensemble des documents entreposés dans les locaux de l'organisme. Il contient principalement des documents appartenant à la Guilde des musiciens de Montréal. Le fonds contient de nombreux procès-verbaux qui témoignent des discussions tenues lors des assemblées et des réunions de la Guilde. Les numéros du périodique « Entre-acte » témoignent des activités et des événements qui ont marqué l'histoire de la Guilde. Le fond contient, entre autres, des procès verbaux, des comptes rendus publiés par la Guilde, des ordres du jour et des avis de convocation, des listes de membres, des avis de cotisation, des statuts et règlements, de la correspondance, des publications, des dépliants et des photographies.

nouveau fonds d'archives

Bref rappel historique

Rappelons que la Guilde des musiciens et musiciennes a été fondée en 1897. Elle devient ainsi la première section locale de l'*American Federation of Musicians* affilié à l'*American Federation of Labor*. L'année de sa fondation, elle compte 25 membres et en comptera 98 l'année suivante.

Trois ans plus tard, son adhésion est révoquée par l'AFM car on croit qu'elle a subi des pressions de la part des Chevaliers du travail (*Knights of Labour*) pour quitter l'AFL. Elle est cependant réintégrée en 1905 sous le nom de la *Musician Protective Union of Montreal*, en tant que section locale 406 de l'AFM. Le président de cette nouvelle section est Charles Lavallée. En 1917, elle reçoit une charte de l'AFM sous le nom de l'Association des musiciens de Montréal et c'est Reese Hansen qui est alors président.

C'est en 1955 que l'Association se constitue sous le régime de la Loi sur les syndicats professionnels établissant ainsi le fondement juridique de la fusion des sections locales qui devait donner naissance à l'actuelle Guilde des musiciens du Québec. La Guilde des musiciens du Québec est donc née de la fusion,

le 1er novembre 1988, de la Guilde des musiciens de Montréal, section locale 406 de l'AFM, et de l'Association des musiciens du Québec, section locale 119.

Les bureaux de la Guilde sont situés au 5445, avenue De Gaspé, suite 1005 à Montréal.



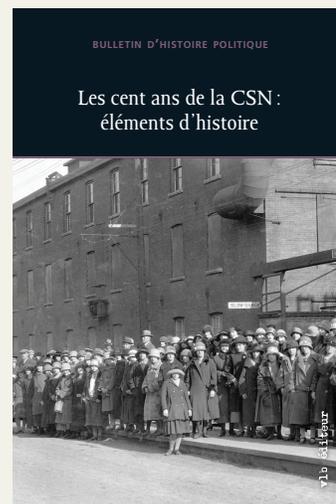
Des membres de la Guilde des musiciens, circa 1930

Un dossier sur les 100 ans de la CSN

Dans notre dernier bulletin de *La mémoire du travail*, nous signalions la production d'un documentaire et la publication d'un album photo à l'occasion du centième anniversaire de la Confédération des syndicats nationaux.

Vient tout juste de paraître, dans la dernière livraison du Bulletin d'histoire politique (VLB Éditeur), un dossier s'inscrivant dans le cadre du centenaire de la centrale. Ce dossier réunit des contributions qui portent sur les interventions et prises de position de la CSN dans les champs de la santé et de la sécurité au travail, de la condition féminine, des négociations dans le secteur public et au sein des fronts communs, de l'action politique et de l'action en régions. En fait, c'est la chronique d'un siècle d'amélioration des conditions de travail des travailleuses et des travailleurs, notamment par le biais des pressions exercées par la centrale auprès des employeurs et des autorités gouvernementales.

Le dossier, sous la direction de, Marc Comby, réunit des textes de l'ancienne présidente de la centrale, Claudette Carbonneau, de l'historien du travail, Jacques Rouillard, d'Yvan Perrier, professeur au CEGEP du Vieux-Montréal, de Claude Rioux ex-directeur de la Fédération des pâtes et papier et de Michel Rioux ex-directeur de l'information.



BHP et les 100 ans de la CSN

La désindustrialisation et ses conséquences

En 2020, le Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT) est devenu partenaire d'un projet de recherche qui vise à comprendre les conséquences à long terme du phénomène de la désindustrialisation en Amérique du Nord et dans l'Europe occidentale. La collaboration du CHAT consiste en l'analyse de cinq fermetures d'usine au Québec dans les secteurs des pâtes et papier, textile, aluminium et construction navale (Gaspésia à Chandler; Domtar à Lebel-sur-Quévillon; Canadian Celanese à Drummondville; Rio-Tinto à Shawinigan; Marine Industrie à Sorel-Tracy).

Le CHAT a décidé de s'engager dans cette recherche en raison de ses objectifs de recherche et de conservation d'archives syndicales et de production de l'histoire orale des syndicats. On peut se référer ici à un numéro d'un bulletin du CHAT :

La mémoire du Travail, volume 4, no. 3, Été 2017 ; <https://archivesdutravail.quebec/bulletin>. Un volet important du projet comprend la tenue d'entrevues structurées de participants.es (syndicalistes, salariés.es, cadres des entreprises) et d'acteurs

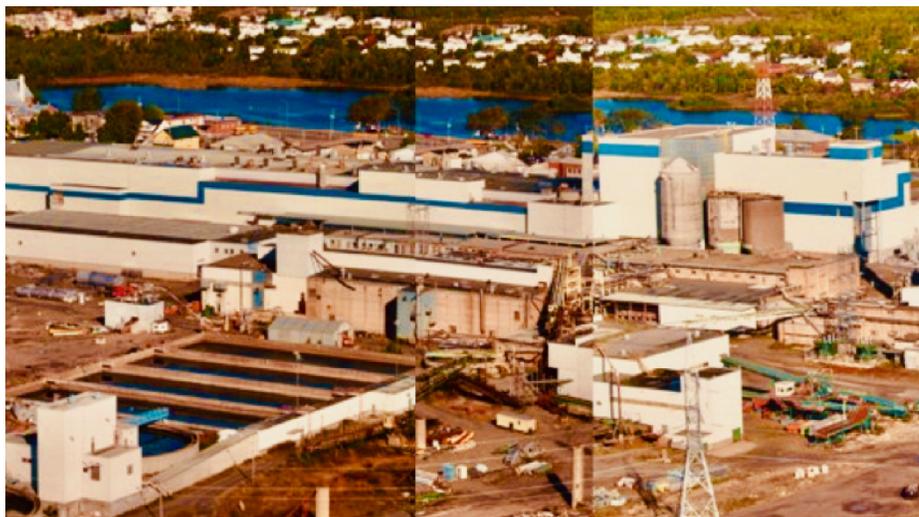
politiques (entreprises publiques et gouvernements de divers niveaux) au sujet des circonstances/événements reliés.es à ces fermetures ; les entrevues seront réalisées en collaboration avec le Centre d'histoire orale et de récits numériques (CHORN-Université Concordia).

Une étude transnationale

Cette étude transnationale et comparative initiée par le professeur Steven High du Département d'histoire de l'Université Concordia a obtenu le financement de 2,5M\$ du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) ; la période historique visée est 1945-2018 ; une collection de 11 ouvrages est prévue en conclusion du projet ; il se déroulera sur une période de sept années ; une trentaine de partenaires universitaires (Canada, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, France, Italie et Allemagne) y participent ; vingt-quatre chercheurs.es universitaires dans ces pays et experts.es sur la question de la désindustrialisation sont associé.es au projet à titre de co-chercheurs.es.

Le projet est important parce qu'il est l'occasion de collecter soigneusement l'ensemble des informations sur les documents historiques et les fonds d'archives associés à des entreprises absorbées dans le mouvement de désindustrialisation qui s'est produit dans le monde occidental au cours des cinquante dernières années. Cette collecte est indispensable pour comprendre ce mouvement et ses conséquences dans la vie sociale, économique et politique.

Pour avoir plus d'information, on peut consulter le site du projet à l'adresse suivante : <https://deindustrialization.org/?lang=fr>. À noter que les publications du CHAT (site Internet et bulletins d'information) feront régulièrement état des travaux et des activités du projet.



L'usine Papiers Gaspésia à Chandler en 1999



Le site de l'usine en 2022

Un survol

Lorsque le CHAT a mis en ligne son site www.archivedutravail.com sur le Toile, il a inclus des liens de sites ailleurs dans le monde sur le travail et le mouvement ouvrier. Il nous a semblé intéressant de fournir à nos lecteurs un bref survol de quelques-uns de ces sites. Nous en ajouterons d'autres au fur et à mesure de notre exploration.

Comme nous le verrons, le portrait est très diversifié et adapté à chaque situation nationale, sociale et politique. Des pays ayant une longue tradition de luttes ouvrières par exemple ont des outils beaucoup plus élaborés incluant même des bâtiments consacrés à cette mission de conserver les archives des mouvements ouvriers. Peu importe la solution, l'idée est d'assurer une pérennité à ce qui souvent passe sous le radar des archives des institutions publiques. Aujourd'hui, nous vous présentons un site provenant de l'Angleterre.

■ People's History Museum

Left Bank Spinningfields Manchester
M3 3ER Angleterre

<https://phm.org.uk/collections/labour-history-archive-study-centre/>

Le « People's History Museum (PHM) » à Manchester est le musée national de la démocratie dans l'histoire politique et sociale de l'Angleterre au cours des 250 dernières années. Il contient les archives du Parti travailliste et du Parti communiste, des archives des organisations de la classe



People's History Museum à Manchester

ouvrière anglaise, des documents personnels de politiciens radicaux, d'écrivains et de militants et plus de 95 000 photographies ainsi que des objets et des bannières. Les archives ne couvrent pas seulement les débats parlementaires et les élections générales mais également celles des organisations populaires de base.

Inauguré en 1975 en présence du Premier ministre Harold Wilson à Londres sous l'appellation de Musée national de l'histoire du travail, son existence se voit menacé par un manque de fonds. La collection est sauvée en 1988 par le conseil municipal de Manchester et les autorités du Grand Manchester ainsi qu'avec l'aide du Congrès des syndicats britanniques (« Trades Union Congress »). Doté de deux édifices dont un ancien bâtiment industriel restauré, le musée possède une salle de consultation des archives, une salle pour des spectacles, des assemblées citoyennes, des expositions propres au musée ou à des groupes externes, des visites guidées, une boutique et une cafétéria. Le musée est ouvert au grand public.

« People's History Museum » est un organisme de charité qui peut accueillir un maximum de 20 fiduciaires. Il est indépendant et n'a aucune affiliation politique. Il est accrédité par le « Arts Council England ». En 1998, le « Department of Culture, Media and Sport (DCMS) » a reconnu l'institution comme ayant une collection d'importance nationale. Il est financé grâce à des fonds, des dons, des subventions provenant d'individus, d'organisations, de compagnies et d'institutions locales ou de ministères du gouvernement central qui inclut notamment l'« Arts Council England » et le « Greater Manchester Combined Authority ».

Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)

Dépôt légal — BANQ 2022

2350, avenue De La Salle, Montréal QC H1V 2L1
(514) 599-2010
archivesdutravail@gmail.com
archivesdutravail.quebec
Consultez la page **Facebook** du CHAT

Responsable — André Leclerc
Mise en page — Zoé Brunelli
Collaboration — Jacques Desmarais
Janson Lapalme-L'Heureux
André Laplante